

que les citoyens de ce pays sont dégoûtés de la façon dont le Gouvernement agit au sujet de ces crédits. D'après le Bureau des statistiques, 573,854 immigrants sont arrivés au pays depuis cinq ans, et 591,121 Canadiens ont quitté le Canada durant la même période.

Quelques VOIX: La question.

M. BRADY: Voici où je veux en venir: d'un bout à l'autre du pays, nous réclamons en faveur des gens qui travaillent à assurer la grandeur du Canada et à qui l'on refuse même ce qui est strictement nécessaire pour les garder dans le pays. Je proteste contre ces dépenses exagérées, et je suis sûr que mes sentiments sont partagés par plusieurs députés. Nous devons décider...

Quelques VOIX: Plus fort!

M. BRADY: J'élèverai la voix dans un instant si c'est nécessaire. Il nous faut décider maintenant si ce gaspillage pour des choses qui ne concernent pas le bien-être du pays doit passer inaperçu dans cette Chambre. L'autre jour, nous votions 3 millions de dollars pour la ville d'Ottawa, et la somme de \$8,000 fut mentionnée pour la démolition des édifices de ce square. On nous demande maintenant \$30,000 pour le nettoyage de ce dernier; lorsqu'il sera en bon état, il servira, je crois, aux sans-travail qui, assis, contempleront la Chambre des communes. J'ai écrit au ministre des Travaux publics, j'ai demandé certains travaux absolument nécessaires dans la grande circonscription que je représente, j'ai parcouru des centaines de milles pour recueillir des renseignements exacts pour le ministre, et qu'a-t-on fait? La voix du pauvre peuple, voix à laquelle les libéraux prétendent prêter l'oreille, ne se fait pas entendre lorsqu'il s'agit de préparer ou de discuter ces crédits. On pourvoit justement aux besoins de la grande province de Québec, mais aujourd'hui on n'est pas loin de la tyrannie lorsqu'il s'agit de disposer de questions qui intéressent les gens de l'Ouest canadien.

Je vais donner lecture d'une lettre que j'adressais au ministre au sujet de travaux publics nécessaires, jugés tels par son propre ingénieur fédéral et appuyés par les requêtes d'un grand nombre d'intéressés. Quel en fut le résultat? Je ne sais pas encore si nous obtiendrons même une fraction de ce que nous avons demandé; mais je dirai que tout gouvernement qui ignore les besoins légitimes de ce pays ne peut s'attendre qu'à un sort; le peuple sera assez intelligent pour mettre à sa place un gouvernement progressif lorsque l'heure du scrutin aura sonné. Voici la lettre que j'ai écrite au ministre:

Je vous prie instamment d'inclure dans les crédits supplémentaires l'argent pour les tra-

voux publics nécessaires dans la circonscription de Skeena et dont la liste est jointe à cette lettre.

Tous les travaux et les améliorations que je recommande dans ce rapport sont amplement justifiés par les besoins légitimes des localités mentionnées.

Comme le ministre doit le savoir, l'Ouest canadien, dont les provinces viennent d'être colonisées, a besoin de routes et de quais, c'est-à-dire, de moyens de transport.

Là où les routes et les quais manquent, là où les unes ou les autres ne sont pas maintenus en bon état, le transport se fait d'une façon désavantageuse et les localités en souffrent.

Je sais très bien que le département fédéral des Travaux publics est tenu de voir aux besoins, non pas d'une seule circonscription ou province, mais de tout le Canada. Ce point admis, je suis cependant d'avis que, faute de renseignements sur les conditions qui existent dans le district de Skeena, le progrès est retardé, la colonisation est arrêtée, les colons se découragent et abandonnent une des plus belles parties du Canada. Le Gouvernement d'une nation qui a conscience de sa dignité et de sa responsabilité devrait comprendre que les intérêts du Canada, de son peuple et des générations futures sont en jeu, et le ministre des Travaux publics devrait être au-dessus des questions de politique et de parti.

Maintenant, monsieur, comme vous le savez, les crédits destinés aux bassins de radoub flottants de Prince-Rupert et au quai de Stewart ont été déposés sur le bureau de cette Chambre et, cependant, bien que le commerce ait presque doublé à ces deux endroits depuis que ces crédits ont été accordés, ces travaux nécessaires n'ont pas été exécutés; de fait, les crédits ont été retirés.

Ai-je raison de croire que la politique est responsable de ce retrait?

Assurément, monsieur, lorsque vous aurez pesé la justice de mes demandes, vous n'hésitez pas à placer dans le budget supplémentaire de l'année courante les faibles crédits qui soulageraient ces districts et ajouteraient au revenu du pays.

Ci-joint je sou mets une liste des travaux publics les plus urgents dans la vaste circonscription que je représente. Ceux qui sont marqués d'un astérisque ont été approuvés par l'ingénieur fédéral résidant à Victoria; les autres sont aussi indispensables, et j'espère que le ministre verra à ce que l'argent nécessaire soit voté avec les crédits supplémentaires.

Monsieur le président, j'ai ici sur mon pupitre de nombreuses lettres et requêtes venant de ces gens; ils demandent quelques dollars pour la construction d'un quai qui leur permettra de poursuivre leur occupation. Cependant j'ai été bien mal accueilli. Il s'agit de l'existence même de notre peuple et de l'avenir de nos jeunes Canadiens, et ces gens comptent plus que vos serres, vos parcs et vos places publiques; je fais aujourd'hui un appel en faveur de ces requêtes. Le peuple canadien, j'en suis sûr, voit clairement que le Gouvernement s'en va à la ruine. Quand nous voyons nos gens quitter le pays, et le Gouvernement, serviteur du public, se désintéresser